

RCS : ANGERS  
Code greffe : 4901

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ANGERS atteste l'exactitude des informations  
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2013 B 00430  
Numéro SIREN : 792 047 037  
Nom ou dénomination : IN EXTENSO CENTRE OUEST

Ce dépôt a été enregistré le 10/01/2020 sous le numéro de dépôt 747

# Greffe du tribunal de commerce d'Angers



## Acte déposé en annexe du RCS

### Dépôt :

Date de dépôt : 10/01/2020

Numéro de dépôt : 2020/747

Type d'acte : Déclaration de conformité

### Déposant :

Nom/dénomination : IN EXTENSO CENTRE OUEST

Forme juridique : Société par actions simplifiée

N° SIREN : 792 047 037

N° gestion : 2013 B 00430



**Grefe du tribunal de commerce d'Angers**  
BP 80003 - 19 rue René Rouchy 49055 ANGERS CEDEX 02  
09:00 - 11:45, 13:30 - 16:30  
Téléphone : 02.41.87.89.30  
www.greffe-tc-angers.fr - www.infogreffe.fr

MD/2013 B 00430  
IN EXTENSO CENTRE OUEST  
8 RUE EUGENE BREMOND  
BP 40007  
49308 CHOLET CEDEX

Nos références : MD/2013 B 00430

### RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT

(Article R. 123-102 du code de commerce)

Concernant :

**Société anonyme à conseil d'administration IN EXTENSO CENTRE OUEST**

8 RUE EUGÈNE BRÉMOND  
49300 CHOLET

SIREN : 792 047 037

N° de gestion : 2013 B 00430

Le greffier soussigné constate le 10/01/2020 le dépôt, arrivé au greffe le 09/01/2020, enregistré sous le numéro 2020/747, des actes et pièces suivants :

- Extrait de procès-verbal du conseil d'administration - 19/11/2019
  - o Divers - approbation du projet de fusion de la société ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE par la société IN EXTENSO CENTRE OUEST et le traité de fusion
- Déclaration de conformité - 08/01/2020

Récépissé délivré le 10/01/2020

Le greffier  
ME PAILLE



*M. Paille*



*M. Paille*

LE - 9 JAN. 2020

**DECLARATION DE REGULARITE ET DE CONFORMITE**

**DE LA FUSION DES SOCIETES**

**IN EXTENSO CENTRE OUEST**

Société anonyme à Conseil d'Administration au capital de 27.282.606 euros

Siège social : 8 rue Eugène Brémont – 49300 Cholet

792 047 037 RCS Angers

ET

**ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE**

Société par action simplifiée au capital de 50 000 euros

Siège social : 17 rue Eugène Brémont – 49300 Cholet

503 299 893 RCS Angers

Le soussigné

**Monsieur Jean-François TROUILLARD**, demeurant à Montreuil-sur-Loir, 22 bis Chemin des Hauts, agissant en qualité de :

- Directeur Général de la société **IN EXTENSO CENTRE OUEST**, Société Anonyme au capital de 27.282.606 euros, dont le siège social est 8 rue Eugène Brémont – 49300 Cholet, immatriculée sous le numéro 792 047 037 RCS Angers, au tableau de l'Ordre des Experts Comptables des Pays de Loire et à la Compagnie des Commissaires aux comptes d'Angers, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil d'Administration en date du 19 novembre 2019,

Et

Président de la société **ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE**, Société par Actions Simplifiée au capital de 50 000 euros, dont le siège social est 17 rue Eugène Brémont – 49300 Cholet, immatriculée sous le numéro 503 299 893 RCS Angers, dûment habilité à l'effet des présentes par décision de l'Associé Unique en date du 18 novembre 2019,

Préalablement à la déclaration de régularité et de conformité relative à la fusion par absorption de la société **ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE** par la société **IN EXTENSO CENTRE OUEST**, a exposé ce qui suit :

**EXPOSE**

1. Le projet de traité de fusion de la société **ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE** par la société **IN EXTENSO CENTRE OUEST** a été signé par leur dirigeant respectif suivant acte sous seing privé en date à Cholet du 19 novembre 2019. Ce projet de traité indiquait, notamment :
  - La forme, la dénomination et le siège social des sociétés participantes,
  - Les motifs, buts et conditions de la fusion,



*Manet*

- La date à laquelle ont été arrêtés les comptes de deux sociétés en vue d'établir les conditions de la fusion,
- La composition détaillée ainsi que l'évaluation de l'actif et du passif de la société ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE apportés à la société IN EXTENSO CENTRE OUEST,
- La date à partir de laquelle les opérations de la société absorbée seraient, du point de vue comptable, considérées comme accomplies par la société bénéficiaire des accords,
- La date à laquelle ont été arrêtés les comptes des sociétés IN EXTENSO CENTRE OUEST et ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE utilisés pour établir les conditions de l'opération,
- Le montant prévu du mali de fusion.

Il précisait aussi que la société ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE se trouverait dissoute du seul fait et au jour de la réalisation de la fusion.

Il est en outre précisé que la société IN EXTENSO CENTRE OUEST ayant détenu, dans les conditions prévues par l'article L 236-11 du Code de Commerce, la totalité des actions de la société ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE, il n'y a eu ni à approbation de la fusion par l'assemblée générale extraordinaire de ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE, société absorbée, ni approbation de la fusion par l'assemblée générale extraordinaire de IN EXTENSO CENTRE OUEST, société absorbante, ni établissement des rapports prévus par les articles L 239-9 et L 236-10 du Code de Commerce.

2. Un exemplaire du projet de fusion a été déposé le 20 novembre 2019 au greffe du Tribunal de Commerce d'Angers pour chacune des sociétés fusionnantes et enregistré le 19 novembre 2018 sous le numéro 2019/22464 pour la société IN EXTENSO CENTRE OUEST et enregistré le 19 novembre 2019 sous le numéro 2019/22465 pour la société ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE.
3. Les avis relatifs au projet de fusion ont été insérés dans le BODACC n°20190225 du 22 novembre 2019. La publication de ces avis n'a été suivie d'aucune opposition à la fusion émanant de créanciers sociaux.
4. En application de l'article L 236-11 du Code de Commerce, la fusion n'a pas été soumise à l'approbation de l'assemblée générale extraordinaire de la société absorbante. Il n'a été formulé aucune opposition à cette fusion qui a pris effet le 31 décembre 2019.

La réalisation définitive de cette fusion a entraîné la dissolution immédiate, sans liquidation, de ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE, société absorbée.

5. Les avis prévus par l'article R 210-9 du Code de Commerce, tant en ce qui concerne la fusion par absorption de ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE société absorbée par IN EXTENSO CENTRE OUEST société absorbante, qu'en ce qui concerne la dissolution sans liquidation de ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE société absorbée, ont été publiés dans journal d'annonces légales Ouest France le 13 janvier 2020.
6. Sont déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de Angers, à l'appui de la présente déclaration de conformité : un exemplaire du traité de fusion pour la société IN EXTENSO CENTRE OUEST et un exemplaire du traité de fusion pour la société ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE.

Cet exposé étant fait, il est passé à la déclaration ci-après.

#### DECLARATION

Le soussigné déclare que :

- La fusion des sociétés IN EXTENSO CENTRE OUEST et ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE, par absorption de ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE par IN EXTENSO CENTRE OUEST, a été régulièrement réalisée, conformément à la loi et aux règlements,
- La société ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE est définitivement dissoute, sans liquidation.

Un exemplaire de la présente déclaration sera déposé au Greffe du Tribunal de Commerce d'Angers pour la société IN EXTENSO CENTRE OUEST et un autre exemplaire, au même Greffe, pour la société ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE.

Sera également joint un exemplaire du Journal d'annonces légales.

La présente déclaration est établie conformément aux prescriptions de l'article L 236-6, alinéa 3, du Code de Commerce.

Fait le 8 janvier 2020

A Cholet

En deux exemplaires

Pour IN EXTENSO CENTRE OUEST  
Jean-François TROUILLARD

Pour ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE  
Jean-François TROUILLARD

**TRAITE DE  
FUSION ABSORPTION  
DE LA SOCIETE ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE  
PAR LA SOCIETE IN EXTENSO CENTRE OUEST**

Entre les soussignées :

- **IN EXTENSO CENTRE OUEST**

Société Anonyme au capital de 27.282.606 euros, dont le siège social est 8 rue Eugène Brémond – 49300 Cholet, immatriculée sous le numéro 792 047 037 RCS Angers, au tableau de l'Ordre des Experts Comptables des Pays de Loire et à la Compagnie des Commissaires aux comptes d'Angers,

Représentée par son Directeur Général, Monsieur Jean-François TROUILLARD, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil d'Administration en date du 19 novembre 2019

*ci-après dénommée IECO ou la Société Absorbante*

D'une part,

Et

- **ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE**

Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle au capital de 50 000 euros, dont le siège social est 17 rue Eugène Brémond – 49300 Cholet, immatriculée sous le numéro 503 299 893 RCS Angers,

Représentée par son Président, Monsieur Jean-François TROUILLARD, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'Associé en date du 18 novembre 2019

*Ci-après dénommée ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE ou la Société Absorbée*

D'autre part,

Préalablement à la convention de fusion faisant l'objet du présent acte, il a été exposé ce qui suit :

*W*

1

## CHAPITRE I – PRESENTATION GENERALE

### I - Caractéristiques des sociétés

#### **A - Caractéristiques de la Société Absorbante : la société IN EXTENSO CENTRE OUEST**

1. Aux termes de ses statuts constitutifs, la société IN EXTENSO CENTRE OUEST a été créée sous forme d'une Société anonyme à conseil d'administration et immatriculée au registre du commerce et des sociétés d'Angers le 21 mars 2013.
2. La Société Absorbante a pour objet, ainsi qu'il résulte de ses statuts :
  - l'exercice de la profession d'expert-comptable, dès son inscription au tableau de l'Ordre des experts-comptables ;
  - l'exercice de la profession de commissaire aux comptes, dès son inscription sur la liste des commissaires aux comptes ;
  - la prise de participations dans toutes sociétés d'expertise comptable et/ou de commissariat aux comptes par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement et la gestion desdites participations.

Elle peut réaliser toutes opérations qui se rapportent à cet objet et qui sont compatibles avec celui-ci, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

3. La Société Absorbante a une durée de 99 ans, qui a commencé à courir le 21 mars 2013 et se terminera le 20 mars 2112.
4. Son capital social est fixé à la somme de VINGT SEPT MILLIONS DEUX CENT QUATRE-VINGT-DEUX MILLE SIX CENT SIX EUROS (27.282.606 euros). Il est divisé en vingt-sept millions deux cent quatre-vingt-deux mille six cent six (27.282.606) actions de même catégorie entièrement libérées.
5. La Société Absorbante n'a pas émis d'obligations ou de valeurs mobilières composées. Elle ne fait pas appel public à l'épargne.
6. Son siège social est fixé à Cholet (49300), 8 rue Eugène Brémond.

#### **B - Caractéristiques de la Société Absorbée : la société ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE**

1. La société ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE a été constituée sous la forme d'une SAS le 26 mars 2008.
2. La Société Absorbée a pour objet ainsi qu'il résulte de ses statuts :
  - l'exercice de la profession d'expert-comptable ;
  - l'exercice de prestations comptables et de toutes prestations accessoires ;
3. La Société Absorbée a une durée de 99 ans, qui a commencé à courir le 26 mars 2008.
4. Son capital social est fixé à la somme de CINQUANTE MILLE EUROS (50 000 euros). Il est divisé en cinq cents (500) actions, entièrement libérées et de même catégorie.
5. La Société Absorbée n'a pas émis d'obligations ou de valeurs mobilières composées. Elle ne fait pas appel public à l'épargne.
6. Son siège social est fixé à Cholet (49300), 17 rue Eugène Brémond.

#### **C. Liens entre les Sociétés**





1. La Société Absorbante détient 100 % du capital de la Société Absorbée.
2. La Société Absorbée, ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE, ne détient aucune action dans le capital de la Société Absorbante, IN EXTENSO CENTRE OUEST.
3. Monsieur Jean-François TROUILLARD est Directeur Général de la société IN EXTENSO CENTRE OUEST, et Président de la société ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE.

## **II – Motifs et buts de la fusion**

La fusion par absorption de la Société ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE par la société IN EXTENSO CENTRE OUEST s'inscrit dans le cadre d'une réorganisation interne au groupe IN EXTENSO, l'existence distincte de deux entités juridiques ne se justifiant plus à ce jour.

Il est en outre apparu opportun, compte tenu du fait que IN EXTENSO CENTRE OUEST est l'Associé Unique de ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE et de la similitude de leurs activités, de réunir en une seule entité les sociétés ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE et IN EXTENSO CENTRE OUEST par voie d'absorption de la première par la seconde.

Cette opération permettra en outre une réduction des coûts de gestion de ces sociétés et une simplification de l'organigramme du groupe.

## **III - Comptes servant de base à la fusion.**

Les termes et conditions du présent traité de fusion sont établis par les deux sociétés soussignées sur la base de leurs comptes arrêtés au 30 juin 2019, date de clôture du dernier exercice social de chacune des deux sociétés.

Les comptes de la Société Absorbante ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de celle-ci le 9 septembre 2019 et ont été soumis à l'approbation des actionnaires le 24 octobre 2019.

Les comptes de la Société Absorbée ont été soumis à l'approbation de l'Associé Unique le 24 octobre 2019.

Les derniers comptes annuels approuvés des deux sociétés se rapportant à un exercice dont la fin est antérieure de moins de six mois à la date des présentes, il n'a pas été établi d'état comptable intermédiaire pour chaque société.

## **IV – Méthodes d'évaluation**

Les éléments d'actif et de passif sont apportés, par absorption de la société ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE par la société IN EXTENSO CENTRE OUEST, à la valeur à laquelle ils figurent dans les comptes de la société ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE arrêtés au 30 juin 2019.

# **CHAPITRE II – APPORT-FUSION**

## **I – Dispositions préalables**

✓

La société ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE apporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière, et sous les conditions suspensives ci-après exprimées, à la société IN EXTENSO CENTRE OUEST, l'ensemble des biens, droits et obligations, actifs et passifs, existant chez elle au 30 juin 2019. Il est précisé que l'énumération ci-après n'a qu'un caractère indicatif et non limitatif.

Le patrimoine de la société ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE sera dévolu à la société IN EXTENSO CENTRE OUEST, Société Absorbante, dans l'état où il se trouvera le jour de la réalisation définitive de la fusion.

## **II – Apports de la société ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE**

### **A – Actif apporté**

|                                       |               |
|---------------------------------------|---------------|
| 1. Immobilisations incorporelles      |               |
| Concessions, licences                 | 0 euros       |
| Fonds de commerce                     | 718 000 euros |
| 2. Immobilisations corporelles        |               |
| Constructions                         | 0 euros       |
| Autres immobilisations corporelles    | 66 661 euros  |
| 3. Immobilisations financières        | 0 euros       |
| 4. Créances                           |               |
| Créances clients et comptes rattachés | 484 483 euros |
| Autres créances                       | 186 535 euros |
| 5. Divers actif circulant             |               |
| Valeurs mobilières de placement       | 0 euros       |
| Disponibilités                        | 875 482 euros |
| Charges constatées d'avance.          | 10 400 euros  |

Soit un montant d'actif net comptable de 2 341 561 euros

Les biens représentatifs de l'actif immobilisé et de l'actif circulant sont apportés sur la base de leurs valeurs nettes comptables au 30 juin 2019, correspondant à leurs valeurs d'origine diminuées des amortissements et provisions.

### **B – Passif pris en charge**

Le passif exigible tel qu'il ressort du bilan au 30 juin 2019, savoir :

|  |               |
|--|---------------|
| Provisions pour charges                  | 29 584 euros  |
| Dettes financières diverses.             | 30 087 euros  |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 604 335 euros |
| Dettes fiscales et sociales              | 499 378 euros |
| Autres dettes                            | 0 euros       |
| Produits constatés d'avance              | 649 701 euros |

Soit un montant de passif apporté de 1 813 085 euros

Il est précisé, en tant que besoin, qu'il n'existe aucun engagement hors bilan.

### **C – Actif net apporté**

L'actif apporté étant de ..... 2 341 561 euros

4

W

Passif pris en charge de ..... 1 813 085 euros

**L'actif net apporté à la société IN EXTENSO CENTRE OUEST par  
la société ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE s'élève ainsi à ..... 528 476 euros**

### **III – Rémunération de l'apport-fusion et absence d'augmentation de capital**

Ainsi qu'il a été dit ci-dessus, l'actif net apporté par la société ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE à la société IN EXTENSO CENTRE OUEST s'élève à cinq cent vingt-huit mille quatre cent soixante-seize euros (528 476 €).

La société IN EXTENSO CENTRE OUEST étant propriétaire de la totalité des CINQ CENTS actions de la Société Absorbée et s'engageant à les conserver jusqu'à la réalisation définitive de la fusion et un échange de droits sociaux étant impossible, il ne sera procédé conformément à l'article L236-3 du Code de Commerce à la création d'aucun titre nouveau à titre d'augmentation de capital de la Société Absorbante.

### **IV – Mali de fusion**

La valeur des actions de la Société Absorbée détenue par la Société Absorbante retenue dans le présent traité étant de cinq cent vingt-huit mille quatre cent soixante-seize euros (528 476 €) et la valeur comptable de ces actions dans les livres de la Société Absorbante étant de un million trois cent quarante-six mille cent-vingt euros (1 346 120 €), la différence soit huit cent dix-sept mille six cent quarante-quatre euros (817 644 €) constitue le mali de fusion.

### **V – Propriété et jouissance**

La société IN EXTENSO CENTRE OUEST sera propriétaire des biens apportés à compter du jour de la réalisation définitive de la fusion. Elle en aura la jouissance à compter rétroactivement du 1<sup>er</sup> juillet 2019.

Il est expressément stipulé que les opérations, tant actives que passives, engagées par la société ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2019 jusqu'au jour de la réalisation de la fusion, seront considérées comme l'ayant été par la société IN EXTENSO CENTRE OUEST.

Les comptes de la société ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE afférents à cette période seront remis à la Société Absorbante par le Président de la société ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE.

Enfin la Société Absorbante sera subrogée purement et simplement, d'une manière générale, dans tous les droits, actions, obligations et engagements divers de la Société Absorbée, dans la mesure où ces droits, actions, obligations et engagements se rapportent aux biens faisant l'objet du présent apport.

## **CHAPITRE III – CHARGES ET CONDITIONS**

Les biens apportés sont libres de toutes charges et conditions autres que celles ici rappelées :



5

## **I – Enoncé des charges et conditions**

**A** – La société IN EXTENSO CENTRE OUEST prendra les biens apportés par la Société Absorbée dans l'état où ils se trouveront à la date de réalisation de la fusion, sans pouvoir exercer aucun recours contre la société ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE pour quelque cause que ce soit, et notamment pour erreur dans la désignation ou la consistance des biens quelle qu'en soit l'importance.

**B** – Ainsi qu'il a déjà été dit, les apports de la Société Absorbée sont consentis et acceptés moyennant la charge pour la Société Absorbante de payer l'intégralité du passif de la Société Absorbée, tel qu'énoncé plus haut, et d'une manière générale, tel que ce passif existera au jour de la réalisation définitive de la fusion projetée.

Il est précisé que le montant ci-dessus indiqué du passif de la société ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE à la date du 30 juin 2019, donné à titre purement indicatif, ne constitue pas une reconnaissance de dettes au profit de prétendus créanciers qui seront tenus, dans tous les cas, d'établir leurs droits et de justifier de leurs titres.

Enfin la Société IN EXTENSO CENTRE OUEST prendra à sa charge les passifs qui n'auraient pas été comptabilisés et transmis en vertu du présent acte, ainsi que les passifs ayant une cause antérieure au 30 juin 2019, mais qui ne se révéleraient qu'après la réalisation définitive de la fusion.

## **II – L'absorption est en outre faite sous les charges et conditions suivantes :**

**A** – La Société Absorbante aura tous pouvoirs, dès la réalisation de la fusion, notamment pour intenter ou défendre à toutes actions judiciaires en cours ou nouvelles, aux lieu et place de la Société Absorbée et relatives aux biens apportés, pour donner tous acquiescements à toutes décisions, pour recevoir ou payer toutes sommes dues en suite des sentences ou transactions.

**B** – La société IN EXTENSO CENTRE OUEST supportera et acquittera, à compter du jour de la réalisation de la fusion, les impôts et taxes, primes et cotisations d'assurances, ainsi que toutes charges quelconques, ordinaires ou extraordinaires, grevant ou pouvant grever les biens et droits apportés et celles qui sont ou seront inhérentes à l'exploitation ou à la propriété des biens apportés.

**C** – La société IN EXTENSO CENTRE OUEST exécutera, à compter du jour de la réalisation de la fusion, tous traités, marchés ou conventions intervenus avec des tiers, relativement à l'exploitation des biens apportés, toutes assurances contre l'incendie, les accidents et autres risques et sera subrogée dans tous les droits et obligations en résultant à ses risques et périls, sans recours contre la Société Absorbée.

**D** – Elle se conformera aux lois, décrets, arrêtés, règlements et usages concernant les exploitations de la nature de celle dont font partie les biens apportés et fera son affaire personnelle de toutes autorisations qui pourraient être nécessaires, le tout à ses risques et périls.

**E** – La société IN EXTENSO CENTRE OUEST sera subrogée, à compter de la date de réalisation définitive de la fusion, dans le bénéfice et la charge des contrats de toute nature liant valablement la Société Absorbée à des tiers pour l'exploitation de son activité.

Elle fera son affaire personnelle de l'obtention de l'agrément par tous tiers à cette subrogation, la société ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE s'engageant, pour sa part, à entreprendre chaque fois que cela sera nécessaire, les démarches en vue du transfert de ces contrats.

*h*

*Mac*

La Société IN EXTENSO CENTRE OUEST sera donc substituée à la Société Absorbée en ce qui concerne toutes retraites, comme tous compléments de retraites susceptibles d'être dus, ainsi que tous avantages et autres charges en nature ou en espèces, y compris les congés payés, ainsi que toutes charges sociales et fiscales y afférentes.

### **III – La Société Absorbée prend les engagements suivants :**

- A** – La Société Absorbée s'oblige, jusqu'à la date de réalisation de la fusion, à poursuivre l'exploitation de son activité en bon professionnel et à ne rien faire, ni laisser faire, qui puisse avoir pour conséquence d'entraîner sa dépréciation.

De plus, jusqu'à la réalisation définitive de la fusion, la société ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE s'oblige à n'effectuer aucun acte de disposition du patrimoine social de ladite société sur des biens objets du présent apport, en dehors des opérations sociales courantes, sans accord de la Société Absorbante, et à ne contracter aucun emprunt exceptionnel sans le même accord, de manière à ne pas affecter les valeurs conventionnelles de l'apport sur le fondement desquelles ont été établies les bases financières de l'opération projetée.

- B** – Elle s'oblige à fournir à la société IN EXTENSO CENTRE OUEST tous les renseignements dont cette dernière pourrait avoir besoin, à lui donner toutes signatures et à lui apporter tous concours utiles pour lui assurer vis-à-vis de quiconque la transmission des biens et droits compris dans les apports, et l'entier effet des présentes conventions. Elle devra notamment, à première réquisition de la société IN EXTENSO CENTRE OUEST, faire établir tous actes complémentaires, réitératifs ou confirmatifs des présents apports et fournir toutes justifications et signatures qui pourraient être nécessaires ultérieurement.

- C** – Elle s'oblige à remettre et à livrer à la société IN EXTENSO CENTRE OUEST aussitôt après la réalisation définitive des présents apports, tous les biens et droits ci-dessus apportés, ainsi que tous titres et documents de toute nature s'y rapportant.

### **CHAPITRE IV – CONDITIONS SUSPENSIVES – REALISATION DEFINITIVE DE LA FUSION**

La réalisation définitive de la fusion interviendra sous réserve de la réalisation de l'intégralité des conditions suspensives suivantes :

1. L'obtention de l'autorisation des propriétaires des locaux d'exploitation de la société ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE qui ne seraient pas volontairement soumis au statut des baux commerciaux, pour le transfert des baux portant sur ces locaux au profit de la société IN EXTENSO CENTRE OUEST.
2. L'absence de révélation de contrats conclus intuitu personae liant la société ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE, au titre desquels les cocontractants de cette dernière s'opposeraient au transfert desdits contrats au profit de la société IN EXTENSO CENTRE OUEST.
3. L'obtention de la mainlevée de toutes sûretés et garanties pouvant empêcher la fusion.
4. L'obtention de l'accord de tous les créanciers de la société ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE disposant d'une clause de déchéance du terme en cas de réalisation d'une fusion.
5. Alternativement : (i) l'absence de demande de désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée par un ou plusieurs actionnaires réunissant plus de 5% du capital de la Société Absorbante avant le 31 décembre 2019, ou (ii) en cas de demande de désignation d'un

WT

7

tel mandataire dans ce délai, de l'approbation de la fusion par l'assemblée générale extraordinaire de la Société Absorbante.

Faute de réalisation des conditions ci-dessus, le 31 décembre 2019 au plus tard, les présentes seront, sauf prorogation de délai, considérées comme nulles et non avenues.

Conformément aux dispositions de l'article L 236-11 du Code de Commerce dans sa rédaction issue de la Loi n° 2011-525 du 17 mai 2011, la réalisation définitive de la fusion par voie d'absorption de la société ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE interviendra sans que l'assemblée générale de la société IN EXTENSO CENTRE OUEST doive approuver la fusion, sauf si un ou plusieurs actionnaires réunissant au moins 5% du capital sollicitent en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale extraordinaire afin qu'elle se prononce sur l'approbation de la fusion.

En conséquence, sous réserve de la réalisation ou de la renonciation aux conditions suspensives visées aux paragraphes 1 à 4 ci-dessus, la fusion sera définitivement réalisée et la société ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE se trouvera dissoute de plein droit :

Soit le 31 décembre 2019, date conventionnellement fixée par les parties, dans l'hypothèse visée dans la condition 5 (i) ;

Soit dans l'hypothèse visée dans la condition 5 (ii), à la date retenue par la décision de l'assemblée générale de la société IN EXTENSO CENTRE OUEST qui approuvera la fusion en cas de désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée par un ou plusieurs associés réunissant plus de 5% du capital.

La réalisation définitive de la fusion sera, de même que la réalisation des conditions suspensives, valablement constatée par le dépôt au greffe de la déclaration de régularité et de conformité prescrite par l'article L.236-6 du Code de commerce ainsi que par tous autres moyens appropriés.

Il ne sera procédé à aucune opération de liquidation du fait de la transmission à la société IN EXTENSO CENTRE OUEST de la totalité de l'actif et du passif de la société ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE.

## CHAPITRE V – DECLARATIONS GENERALES

La Société Absorbée déclare :

- Qu'elle n'est pas en situation de cessation des paiements ;
- Qu'elle n'est actuellement, ni susceptible d'être ultérieurement, l'objet d'aucune poursuite pouvant entraver ou interdire l'exercice de son activité ;
- Qu'elle a obtenu toutes les autorisations contractuelles, administratives ou autres qui pourraient être nécessaires pour assurer valablement la transmission des biens apportés ;
- Que les créances et valeurs mobilières apportées ne sont grevées d'aucun nantissement ;
- Que son patrimoine n'est menacé d'aucune mesure d'expropriation ;

✓

8

- Que son patrimoine n'est menacé d'aucune inscription de privilège de vendeur ou de nantissement;
- Que tous les livres de comptabilité qui se réfèrent aux exercices clos les 31 mai 2017, 31 mai 2018 et 30 juin 2019 ont fait l'objet d'un inventaire entre les Parties qui les ont visés ;
- Que la société ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE s'oblige à remettre et livrer à la société IN EXTENSO CENTRE OUEST, aussitôt après la réalisation définitive de la fusion, les livres, documents et pièces comptables inventoriés.

## CHAPITRE VI – DECLARATIONS FISCALES

### I – Dispositions Générales

Les représentants des deux sociétés soussignées obligent celles-ci à se conformer à toutes dispositions légales en vigueur pour ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de l'impôt sur les sociétés et de toutes autres taxes résultant de la réalisation définitive de la présente fusion, dans le cadre de ce qui sera dit ci-après.

### II – Dispositions plus spécifiques

Pour autant que ces dispositions pourront trouver application :

#### **A – Droits d'enregistrement**

La fusion, intervenant entre deux personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés, bénéficiera, de plein droit, des dispositions de l'article 816 du Code Général des Impôts.

La formalité d'enregistrement sera donc requise.

#### **B – Impôt sur les sociétés**

Les sociétés soussignées, ès-qualités, déclarent vouloir soumettre la présente fusion au régime prévu par l'article 210 A du Code Général des Impôts.

Les résultats bénéficiaires ou déficitaires produits depuis la date d'effet de la présente fusion, soit le 1<sup>er</sup> juillet 2019, par l'exploitation de la Société Absorbée, seront englobés dans les résultats imposables de la Société Absorbante.

En conséquence, la société IN EXTENSO CENTRE OUEST s'engage :

- A reprendre à son passif les provisions dont l'imposition est différée chez la Société Absorbée ;
- A se substituer à la Société Absorbée pour la réintégration des résultats dont la prise en compte avait été différée pour l'imposition de cette dernière (article 210 A-3.b. du Code Général des Impôts) ;
- A calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables reçues en apport d'après la valeur qu'avaient ces biens, du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société Absorbée (article 210 A-3.b. du Code Général des Impôts) ;

*W*

- A porter le montant des plus-values dégagées sur les éléments d'actif non amortissables sur le registre prévu à l'article 54 septies II du C.G.I. ;
- A réintégrer dans ses bénéfices soumis à l'impôt sur les sociétés, dans les conditions fixées par l'article 210 A-3.d. du C.G.I., les plus-values dégagées lors de l'apport des biens amortissables. Toutefois, la cession d'un bien amortissable entraînera l'imposition immédiate de la fraction de la plus-value afférente à ce bien qui n'aurait pas été réintégrée. En contrepartie, les amortissements et les plus-values ultérieurs afférents aux éléments amortissables seront calculés d'après la valeur qui leur aura été attribuée lors de l'apport (article 210 A-3.d. du C.G.I.) ;
- A inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations pour la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société Absorbée ;
- A conserver les titres de participation que la Société Absorbée aurait acquis depuis moins de deux ans et pour lesquels elle aurait opté pour le régime prévu par l'article 145 du C.G.I.

Par ailleurs, la présente fusion retenant les valeurs comptables au 30 juin 2019 comme valeur d'apport des éléments de l'actif immobilisé de la Société Absorbée, conformément aux dispositions des instructions administratives du 11 août 1993 (BOI 4 I-1-93), du 3 août 2000 (BOI 4 I-1-2-00) et du 30 décembre 2005 (BOI 4I-1-05), la Société Absorbante reprendra dans ses comptes annuels les écritures comptables de la Société Absorbée en faisant ressortir l'éclatement des valeurs nettes comptables entre la valeur d'origine des éléments d'actif immobilisé et les amortissements et provisions pour dépréciation constatés. Elle continuera, en outre, à calculer les dotations aux amortissements pour la valeur d'origine qu'avaient les biens apportés dans les écritures de la Société Absorbée.

#### **C – TVA sur cession d'universalité de biens**

Les représentants de la Société Absorbée et de la Société Absorbante constatent que la fusion emporte apport en société d'une universalité totale de biens au sens de l'article 257 bis du C.G.I. issu de l'article 89 de la loi de finances rectificative pour 2005.

Conformément aux dispositions précitées, les livraisons de biens et les prestations de services, intervenant entre redevables de la TVA dans le cadre de la transmission à titre onéreux ou à titre gratuit, ou sous forme d'apport à une société, d'une universalité totale ou partielle de biens, sont dispensées de TVA.

En conséquence, la Société Absorbante est réputée continuer la personne de la Société Absorbée, notamment à raison des régularisations de déductions à effectuer et de certaines particularités d'assiette (taxation sur la marge) concernant la Société Absorbée.

La Société Absorbée peut transférer à la Société Absorbante le crédit de TVA dont elle dispose à la date où elle cesse juridiquement d'exister (D. adm. 3 D-1411 n°73).

#### **D – Opérations antérieures**

En outre, la société IN EXTENSO CENTRE OUEST s'engage à reprendre le bénéfice et/ou la charge de tous les engagements d'ordre fiscal qui auraient pu être antérieurement souscrits par la société ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE à l'occasion d'opérations antérieures ayant bénéficié d'un régime fiscal de faveur en matière de droits d'enregistrement et/ou d'impôt sur les sociétés, ou encore de taxe sur le chiffre d'affaires.

✓

10



## CHAPITRE VII – DISPOSITIONS DIVERSES

### I – Formalités

- A** – La société IN EXTENSO CENTRE OUEST remplira, dans les délais légaux, toutes formalités légales de publicité et dépôts légaux relatifs aux apports.
- B** – Elle fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il appartiendra, pour faire mettre à son nom les biens apportés.
- Elle fera également son affaire personnelle, le cas échéant, des significations devant être faites conformément à l'article 1690 du Code civil aux débiteurs des créances apportées.
- C** – Elle remplira, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires, en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits mobiliers à elle apportés.

### II – Désistement

Le représentant de la Société Absorbée déclare désister purement et simplement celle-ci de tous droits de privilège et d'action résolutoire pouvant profiter à ladite société, sur les biens ci-dessus apportés, pour garantir l'exécution des charges et conditions imposées à la Société Absorbante, aux termes du présent acte.

En conséquence, il dispense expressément de prendre inscription au profit de la Société Absorbée pour quelque cause que ce soit.

### III – Remise de titres

Il sera remis à la société IN EXTENSO CENTRE OUEST lors de la réalisation définitive de la présente fusion, les originaux des actes constitutifs et modificatifs de la Société Absorbée, ainsi que les livres de comptabilité, les titres de propriété, les attestations relatives aux valeurs mobilières, la justification de la propriété des droits sociaux et tous contrats, archives, pièces, ou autres documents relatifs aux biens et droits apportés.

### IV – Frais

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donne ouverture la fusion, ainsi que tous ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront supportés par la société IN EXTENSO CENTRE OUEST.

### V – Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et leurs suites, et pour toutes significations et notifications, les représentants des sociétés en cause, ès-qualités, élisent domicile en leurs sièges respectifs, indiqués en tête des présentes.

## VI – Pouvoirs

Tous pouvoirs sont dès à présent expressément donnés :

- Au soussigné, ès-qualité, représentant les sociétés concernées par la fusion, avec faculté d'agir à l'effet, s'il y avait lieu, de faire le nécessaire au moyen de tous actes complémentaires ou supplétifs ;
- Aux porteurs d'originaux ou d'extraits certifiés conformes des présentes et de toutes pièces constatant la réalisation définitive de la fusion, pour exécuter toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, tous dépôts, inscriptions, publications et autres.

Fait à Cholet

Le 31 décembre 2019

En trois exemplaires.

**IN EXTENSO CENTRE OUEST**

Monsieur Jean-François TROUILLEARD

**ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE**

Monsieur Jean-François TROUILLEARD

Liste des annexes

ANNEXE 1 – COMPTES AU 30 juin 2019 DE LA SOCIETE ECUYERE EXPERTISE COMPTABLE

ANNEXE 2 – COMPTES AU 30 juin 2019 DE LA SOCIETE IN EXTENSO CENTRE OUEST

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE  
L'ENREGISTREMENT

ANGERS 1

Le 06/01/2020 Dossier 2020 00000319, référence 4904P01 2020 A 00067

Enregistrement : 0 € Penalités : 0 €

Total liquidé : Zero Euro

Montant reçu : Zero Euro

L'Agent administratif des finances publiques

Morgane MOREAU  
Agente administrative principale  
des finances publiques

**SA CABINET ECUYÈRE EXPERTISE COMPTABLE**  
**ETATS FINANCIERS**  
**Au 30 juin 2019**

17 Rue Eugène Brémond  
49309 CHOLET

Siret : 50329989300027

IN EXTENSO CENTRE OUEST 49308 CHOLET CEDEX  
Tel : 02.41.49.10.59. Fax : 02.41.49.10.50.

✓

# COMPTES ANNUELS

5

**BILAN ACTIF**

|  | Brut             | Amortissements<br>Dépréciations | Net<br>30/06/2019 | Net<br>31/05/2018 |
|--|------------------|---------------------------------|-------------------|-------------------|
| Capital souscrit non appelé                                    |                  |                                 |                   |                   |
| <b>ACTIF IMMOBILISE</b>  |                  |                                 |                   |                   |
| <b>Immobilisations incorporelles</b>                           |                  |                                 |                   |                   |
| Frais d'établissement  |                  |                                 |                   |                   |
| Frais de recherche et de développement                         |                  |                                 |                   |                   |
| Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires |                  |                                 |                   |                   |
| Fonds commercial (1)   | 718 000          |                                 | 718 000           | 718 000           |
| Autres immobilisations incorporelles                           |                  |                                 |                   |                   |
| Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles          |                  |                                 |                   |                   |
| <b>Immobilisations corporelles</b>                             |                  |                                 |                   |                   |
| Terrains   |                  |                                 |                   |                   |
| Constructions  |                  |                                 |                   |                   |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels    |                  |                                 |                   |                   |
| Autres immobilisations corporelles                             | 179 677          | 113 017                         | 66 661            | 60 570            |
| Immobilisations corporelles en cours                           |                  |                                 |                   |                   |
| Avances et acomptes  |                  |                                 |                   |                   |
| <b>Immobilisations financières (2)</b>                         |                  |                                 |                   |                   |
| Participations (mise en équivalence)                           |                  |                                 |                   |                   |
| Autres participations  |                  |                                 |                   |                   |
| Créances rattachées aux participations                         |                  |                                 |                   |                   |
| Autres titres immobilisés                                      |                  |                                 |                   |                   |
| Prêts  |                  |                                 |                   |                   |
| Autres immobilisations financières                             |                  |                                 |                   |                   |
| <b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>                                  | <b>897 677</b>   | <b>113 017</b>                  | <b>784 661</b>    | <b>778 570</b>    |
| <b>ACTIF CIRCULANT</b>   |                  |                                 |                   |                   |
| <b>Stocks et en-cours</b>                                      |                  |                                 |                   |                   |
| Matières premières et autres approvisionnements                |                  |                                 |                   |                   |
| En-cours de production (biens et services)                     |                  |                                 |                   |                   |
| Produits intermédiaires et finis                               |                  |                                 |                   |                   |
| Marchandises   |                  |                                 |                   |                   |
| <b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>                |                  |                                 |                   |                   |
| <b>Créances (3)</b>  |                  |                                 |                   |                   |
| Clients et comptes rattachés                                   | 490 873          | 6 390                           | 484 483           | 486 375           |
| Autres créances  | 186 535          |                                 | 186 535           | 572 731           |
| Capital souscrit et appelé, non versé                          |                  |                                 |                   |                   |
| <b>Divers</b>  |                  |                                 |                   |                   |
| Valeurs mobilières de placement                                |                  |                                 |                   |                   |
| Disponibilités   | 875 482          |                                 | 875 482           | 459 699           |
| Charges constatées d'avance (3)                                | 10 400           |                                 | 10 400            | 16 019            |
| <b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>                                   | <b>1 563 291</b> | <b>6 390</b>                    | <b>1 556 901</b>  | <b>1 534 824</b>  |
| Frais d'émission d'emprunt à étaler                            |                  |                                 |                   |                   |
| Primes de remboursement des obligations                        |                  |                                 |                   |                   |
| Ecarts de conversion actif                                     |                  |                                 |                   |                   |
| <b>TOTAL GENERAL</b>   | <b>2 460 968</b> | <b>119 407</b>                  | <b>2 341 561</b>  | <b>2 313 395</b>  |
| (1) Dont droit au bail   |                  |                                 |                   |                   |
| (2) Dont à moins d'un an (brut)                                |                  |                                 |                   |                   |
| (3) Dont à plus d'un an (brut)                                 |                  |                                 |                   |                   |

**BILAN PASSIF**

|  | 30/06/2019       | 31/05/2018       |
|--|------------------|------------------|
| <b>CAPITAUX PROPRES</b>  |                  |                  |
| Capital  | 50 000           | 50 000           |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...                            |                  |                  |
| Ecart de réévaluation  |                  |                  |
| Réserve légale   | 5 000            | 5 000            |
| Réserves statutaires ou contractuelles                                 |                  |                  |
| Réserves réglementées  |                  |                  |
| Autres réserves  | 280 200          | 282 647          |
| Report à nouveau   |                  |                  |
| <b>RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>                      | <b>193 276</b>   | <b>137 554</b>   |
| Subventions d'investissement   |                  |                  |
| Provisions réglementées  |                  |                  |
| <b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>  | <b>528 476</b>   | <b>475 200</b>   |
| <b>AUTRES FONDS PROPRES</b>  |                  |                  |
| Produits des émissions de titres participatifs                         |                  |                  |
| Avances conditionnées  |                  |                  |
| <b>TOTAL AUTRES FONDS PROPRES</b>                                      |                  |                  |
| <b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>                              |                  |                  |
| Provisions pour risques  |                  |                  |
| Provisions pour charges  | 29 584           | 28 574           |
| <b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>                        | <b>29 584</b>    | <b>28 574</b>    |
| <b>DETTES (1)</b>  |                  |                  |
| Emprunts obligataires convertibles                                     |                  |                  |
| Autres emprunts obligataires   |                  |                  |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)             |                  |                  |
| Emprunts et dettes financières diverses (3)                            | 30 087           |                  |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours                       |                  |                  |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés                               | 604 335          | 726 325          |
| Dettes fiscales et sociales  | 499 378          | 458 041          |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés                        |                  |                  |
| Autres dettes  |                  | 1 296            |
| Produits constatés d'avance  | 649 701          | 623 958          |
| <b>TOTAL DETTES (1)</b>  | <b>1 783 501</b> | <b>1 809 620</b> |
| Ecarts de conversion passif  |                  |                  |
| <b>TOTAL GENERAL</b>   | <b>2 341 561</b> | <b>2 313 395</b> |
| (1) Dont à plus d'un an (a)  |                  |                  |
| (1) Dont à moins d'un an (a)   | 1 783 501        | 1 809 620        |
| (2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque             |                  |                  |
| (3) Dont emprunts participatifs  |                  |                  |
| (a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours |                  |                  |

**COMPTE DE RESULTAT**

|  | France           | Exportations | 30/06/2019       | 31/05/2018       |
|--|------------------|--------------|------------------|------------------|
| <b>Produits d'exploitation (1)</b>                                 |                  |              |                  |                  |
| Ventes de marchandises   |                  |              |                  |                  |
| Production vendue (biens)  | 9 209            |              | 9 209            | 214              |
| Production vendue (services)                                       | 3 060 490        |              | 3 060 490        | 2 506 333        |
| <b>Chiffre d'affaires net</b>                                      | <b>3 069 699</b> |              | <b>3 069 699</b> | <b>2 506 547</b> |
| Production stockée   |                  |              |                  |                  |
| Production immobilisée   |                  |              |                  |                  |
| Subventions d'exploitation   |                  |              | 6 018            | 8 805            |
| Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges |                  |              | 28 236           | 2 457            |
| Autres produits  |                  |              | 12               | 72               |
| <b>Total produits d'exploitation (I)</b>                           |                  |              | <b>3 103 964</b> | <b>2 517 882</b> |
| <b>Charges d'exploitation (2)</b>                                  |                  |              |                  |                  |
| Achats de marchandises   |                  |              |                  |                  |
| Variations de stock  |                  |              |                  |                  |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements          |                  |              |                  |                  |
| Variations de stock  |                  |              |                  |                  |
| Autres achats et charges externes (a)                              |                  |              | 718 627          | 678 457          |
| Impôts, taxes et versements assimilés                              |                  |              | 100 632          | 70 222           |
| Salaires et traitements  |                  |              | 1 365 260        | 1 080 742        |
| Charges sociales   |                  |              | 430 217          | 326 660          |
| Dotations aux amortissements et dépréciations :                    |                  |              |                  |                  |
| - Sur immobilisations : dotations aux amortissements               |                  |              | 24 850           | 21 300           |
| - Sur immobilisations : dotations aux dépréciations                |                  |              |                  |                  |
| - Sur actif circulant : dotations aux dépréciations                |                  |              | 6 390            | 1 611            |
| - Pour risques et charges : dotations aux provisions               |                  |              | 1 010            | 5 014            |
| Autres charges   |                  |              | 135 993          | 119 924          |
| <b>Total charges d'exploitation (II)</b>                           |                  |              | <b>2 782 980</b> | <b>2 303 930</b> |
| <b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>                              |                  |              | <b>320 984</b>   | <b>213 952</b>   |
| <b>Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun</b>    |                  |              |                  |                  |
| <b>Bénéfice attribué ou perte transférée (III)</b>                 |                  |              |                  |                  |
| <b>Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)</b>                  |                  |              |                  |                  |
| <b>Produits financiers</b>   |                  |              |                  |                  |
| De participation (3)   |                  |              |                  |                  |
| D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)  |                  |              |                  |                  |
| Autres intérêts et produits assimilés (3)                          |                  |              | 356              | 4 711            |
| Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges  |                  |              |                  |                  |
| Différences positives de change                                    |                  |              |                  |                  |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement      |                  |              |                  |                  |
| <b>Total produits financiers (V)</b>                               |                  |              | <b>356</b>       | <b>4 711</b>     |
| <b>Charges financières</b>   |                  |              |                  |                  |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions  |                  |              |                  |                  |
| Intérêts et charges assimilées (4)                                 |                  |              |                  | 4                |
| Différences négatives de change                                    |                  |              |                  |                  |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement     |                  |              |                  |                  |
| <b>Total charges financières (VI)</b>                              |                  |              |                  | <b>4</b>         |
| <b>RESULTAT FINANCIER (V-VI)</b>                                   |                  |              | <b>356</b>       | <b>4 707</b>     |
| <b>RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)</b>            |                  |              | <b>321 340</b>   | <b>218 658</b>   |

IN EXTENSO CENTRE OUEST

5



MMcL

**COMPTE DE RESULTAT**

|   | 30/06/2019       | 31/05/2018       |
|---|------------------|------------------|
| <b>Produits exceptionnels</b>                                     |                  |                  |
| Sur opérations de gestion   | 724              |                  |
| Sur opérations en capital   |                  |                  |
| Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges  |                  |                  |
| <b>Total produits exceptionnels (VII)</b>                         | <b>724</b>       |                  |
| <b>Charges exceptionnelles</b>                                    |                  |                  |
| Sur opérations de gestion   | 479              |                  |
| Sur opérations en capital   |                  | 4 202            |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions |                  |                  |
| <b>Total charges exceptionnelles (VIII)</b>                       | <b>479</b>       | <b>4 202</b>     |
| <b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)</b>                           | <b>245</b>       | <b>-4 202</b>    |
| Participation des salariés aux résultats (IX)                     | 53 400           | 26 000           |
| Impôts sur les bénéfices (X)                                      | 74 909           | 50 903           |
| <b>Total des produits (I+III+V+VII)</b>                           | <b>3 105 044</b> | <b>2 522 593</b> |
| <b>Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)</b>                     | <b>2 911 768</b> | <b>2 385 039</b> |
| <b>BENEFICE OU PERTE</b>  | <b>193 276</b>   | <b>137 554</b>   |
| (a) Y compris :   |                  |                  |
| - Redevances de crédit-bail mobilier                              |                  |                  |
| - Redevances de crédit-bail immobilier                            |                  |                  |
| (1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs            | 723              |                  |
| (2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs            |                  |                  |
| (3) Dont produits concernant les entités liées                    | 356              | 4 167            |
| (4) Dont intérêts concernant les entités liées                    |                  |                  |



## REGLES ET METHODES COMPTABLES

Désignation de la société : SA CABINET ECUYÈRE EXPERTISE COMPTABLE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/06/2019, dont le total est de 2 341 561 euros  
et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un bénéfice de 193 276 euros.

L'exercice a une durée de 13 mois, recouvrant la période du 01/06/2018 au 30/06/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 19/07/2019 par les dirigeants de l'entreprise.

### Règles générales

---

Les comptes annuels de l'exercice au 30/06/2019 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 4 novembre 2016 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Travaux en cours clients:

Les travaux en cours à la clôture de l'exercice sont traités au prix de vente avec prise en compte des bonis et des malis et en retenant la méthode de l'avancement.

Ils figurent en "clients factures à établir" lorsqu'il s'agit de travaux à facturer et en "produits constatés d'avance" lorsqu'il s'agit de travaux facturés d'avance.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

---

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

✓

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- \* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

### Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. La provision constituée est basée sur l'antériorité des créances.

Plus précisément, la règle de dépréciation est la suivante :

- 100 % pour les créances dont l'antériorité est supérieure à 18 mois,
- 100 % pour les créances dont l'antériorité est comprise entre 12 et 18 mois sauf dérogation de l'associé en charge du dossier,
- 25 % pour les créances dont l'antériorité est comprise entre 9 et 12 mois.

### Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

### Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

### Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

### Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE)

Le crédit d'impôt compétitivité emploi théorique correspondant aux rémunérations éligibles courues à la date de clôture a été constaté au titre des créances à recevoir sur l'Etat pour un montant de 27 513 euros. Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté au crédit du compte 649 - Charges de personnel - CICE.

Le produit du CICE théorique comptabilisé à la date de clôture de l'exercice s'élève à 27 513 euros.

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

IN EXTENSO CENTRE OUEST

9



Malet

## FAITS CARACTERISTIQUES

### Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Compte tenu du changement de date de clôture pour l'exercice 2019, les comptes 2018 et 2019 ne sont pas comparables.

L'exercice clôturé s'étend du 01/06/2018 au 30/06/2019 (13 mois) au lieu de 12 mois pour les exercices précédents.

### Autres éléments significatifs

Un accord d'intéressement a été signé le 23 octobre 2018 au sein du groupe IN EXTENSO CENTRE OUEST.

Un accord de participation a été signé le 7 janvier 2016 au sein du groupe IN EXTENSO CENTRE OUEST.

5

# In Extenso

**SA IN EXTENSO CENTRE OUEST**  
**ETATS FINANCIERS**  
**Au 30 juin 2019**

8 rue Eugène Brémond  
49300 CHOLET

Siret : 79204703700017

IN EXTENSO OPERATIONNEL 69002 Lyon  
Tel : Fax :



*MMaL'*

# COMPTES ANNUELS

✓

**BILAN ACTIF**

|  | Brut              | Amortissements<br>Dépréciations | Net<br>30/06/2019 | Net<br>31/05/2018 |
|--|-------------------|---------------------------------|-------------------|-------------------|
| Capital souscrit non appelé                                    |                   |                                 |                   |                   |
| <b>ACTIF IMMOBILISE</b>  |                   |                                 |                   |                   |
| <b>Immobilisations incorporelles</b>                           |                   |                                 |                   |                   |
| Frais d'établissement  | 19 226            | 19 226                          |                   |                   |
| Frais de recherche et de développement                         |                   |                                 |                   |                   |
| Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires | 191 812           | 168 518                         | 23 294            | 36 273            |
| Fonds commercial (1)   | 40 034 854        |                                 | 40 034 854        | 37 521 926        |
| Autres immobilisations incorporelles                           |                   |                                 |                   |                   |
| Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles          |                   |                                 |                   |                   |
| <b>Immobilisations corporelles</b>                             |                   |                                 |                   |                   |
| Terrains   |                   |                                 |                   |                   |
| Constructions  | 199 090           | 170 731                         | 28 359            | 1 973             |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels    |                   |                                 |                   |                   |
| Autres immobilisations corporelles                             | 6 362 913         | 4 837 508                       | 1 525 404         | 1 464 811         |
| Immobilisations corporelles en cours                           | 4 000             |                                 | 4 000             | 1 446             |
| Avances et acomptes  |                   |                                 |                   |                   |
| <b>Immobilisations financières (2)</b>                         |                   |                                 |                   |                   |
| Participations (mise en équivalence)                           |                   |                                 |                   |                   |
| Autres participations  | 2 407 957         |                                 | 2 407 957         | 4 074 698         |
| Créances rattachées aux participations                         |                   |                                 |                   |                   |
| Autres titres immobilisés                                      | 9 281             |                                 | 9 281             | 482               |
| Prêts  |                   |                                 |                   |                   |
| Autres immobilisations financières                             | 481 646           |                                 | 481 646           | 381 262           |
| <b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>                                  | <b>49 710 778</b> | <b>5 195 983</b>                | <b>44 514 795</b> | <b>43 482 872</b> |
| <b>ACTIF CIRCULANT</b>   |                   |                                 |                   |                   |
| <b>Stocks et en-cours</b>                                      |                   |                                 |                   |                   |
| Matières premières et autres approvisionnements                |                   |                                 |                   |                   |
| En-cours de production (biens et services)                     |                   |                                 |                   |                   |
| Produits intermédiaires et finis                               |                   |                                 |                   |                   |
| Marchandises   |                   |                                 |                   |                   |
| <b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>                |                   |                                 |                   |                   |
| <b>Créances (3)</b>  |                   |                                 |                   |                   |
| Clients et comptes rattachés                                   | 19 797 084        | 1 981 752                       | 17 815 332        | 16 922 221        |
| Autres créances  | 1 201 839         |                                 | 1 201 839         | 2 527 642         |
| Capital souscrit et appelé, non versé                          |                   |                                 |                   |                   |
| <b>Divers</b>  |                   |                                 |                   |                   |
| Valeurs mobilières de placement                                | 300 000           |                                 | 300 000           |                   |
| Disponibilités   | 7 931 051         |                                 | 7 931 051         | 5 377 328         |
| Charges constatées d'avance (3)                                | 280 267           |                                 | 280 267           | 347 332           |
| <b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>                                   | <b>29 510 241</b> | <b>1 981 752</b>                | <b>27 528 490</b> | <b>25 174 523</b> |
| Frais d'émission d'emprunt à étaler                            |                   |                                 |                   |                   |
| Primes de remboursement des obligations                        |                   |                                 |                   |                   |
| Ecarts de conversion actif                                     |                   |                                 |                   |                   |
| <b>TOTAL GENERAL</b>   | <b>79 221 020</b> | <b>7 177 735</b>                | <b>72 043 285</b> | <b>68 657 394</b> |
| (1) Dont droit au bail   |                   |                                 | 50 000            | 50 000            |
| (2) Dont à moins d'un an (brut)                                |                   |                                 |                   |                   |
| (3) Dont à plus d'un an (brut)                                 |                   |                                 | 136.546           |                   |

**BILAN PASSIF**

|  | 30/06/2019        | 31/05/2018        |
|--|-------------------|-------------------|
| <b>CAPITAUX PROPRES</b>  |                   |                   |
| Capital  | 27 282 606        | 27 282 606        |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...                            | 1 672 939         | 1 672 939         |
| Ecart de réévaluation  |                   |                   |
| Réserve légale   | 961 509           | 739 682           |
| Réserves statutaires ou contractuelles                                 |                   |                   |
| Réserves réglementées  |                   |                   |
| Autres réserves  | 3 503 738         | 2 197 015         |
| Report à nouveau   | 13 307            | 93 091            |
| <b>RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>                      | <b>4 159 585</b>  | <b>4 436 545</b>  |
| Subventions d'investissement   |                   |                   |
| Provisions réglementées  | 7 538             |                   |
| <b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>  | <b>37 601 222</b> | <b>36 421 878</b> |
| <b>AUTRES FONDS PROPRES</b>  |                   |                   |
| Produits des émissions de titres participatifs                         |                   |                   |
| Avances conditionnées  |                   |                   |
| <b>TOTAL AUTRES FONDS PROPRES</b>                                      |                   |                   |
| <b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>                              |                   |                   |
| Provisions pour risques  | 116 031           | 69 688            |
| Provisions pour charges  | 646 674           | 517 998           |
| <b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>                        | <b>762 705</b>    | <b>587 686</b>    |
| <b>DETTES (1)</b>  |                   |                   |
| Emprunts obligataires convertibles                                     |                   |                   |
| Autres emprunts obligataires   |                   |                   |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)             | 8 348 537         | 9 350 198         |
| Emprunts et dettes financières diverses (3)                            | 55 620            | 352 630           |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours                       |                   |                   |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés                               | 2 977 830         | 2 500 438         |
| Dettes fiscales et sociales  | 10 532 049        | 9 891 133         |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés                        |                   |                   |
| Autres dettes  | 479 389           | 386 323           |
| Produits constatés d'avance  | 11 285 934        | 9 167 109         |
| <b>TOTAL DETTES (1)</b>  | <b>33 679 359</b> | <b>31 647 830</b> |
| Ecarts de conversion passif  |                   |                   |
| <b>TOTAL GENERAL</b>   | <b>72 043 285</b> | <b>68 657 394</b> |
| (1) Dont à plus d'un an (a)  | 6 206 642         | 7 464 946         |
| (1) Dont à moins d'un an (a)   | 27 472 717        | 24 182 884        |
| (2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque             |                   |                   |
| (3) Dont emprunts participatifs  |                   |                   |
| (a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours |                   |                   |



## COMPTE DE RESULTAT

|  | France            | Exportations | 30/06/2019        | 31/05/2018        |
|--|-------------------|--------------|-------------------|-------------------|
| <b>Produits d'exploitation (1)</b>                                 |                   |              |                   |                   |
| Ventes de marchandises   | 680               |              | 680               | -2 542            |
| Production vendue (biens)  | 417 008           |              | 417 008           | 172 996           |
| Production vendue (services)                                       | 57 515 547        |              | 57 515 547        | 50 580 598        |
| <b>Chiffre d'affaires net</b>                                      | <b>57 933 235</b> |              | <b>57 933 235</b> | <b>50 751 052</b> |
| Production stockée   |                   |              |                   | -68 500           |
| Production immobilisée   |                   |              |                   |                   |
| Subventions d'exploitation   |                   |              | 10 160            | 15 167            |
| Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges |                   |              | 776 586           | 951 245           |
| Autres produits  |                   |              | 3 888             | 661               |
| <b>Total produits d'exploitation (I)</b>                           |                   |              | <b>58 723 869</b> | <b>51 649 625</b> |
| <b>Charges d'exploitation (2)</b>                                  |                   |              |                   |                   |
| Achats de marchandises   |                   |              | 118               | 172               |
| Variations de stock  |                   |              |                   |                   |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements          |                   |              |                   |                   |
| Variations de stock  |                   |              |                   |                   |
| Autres achats et charges externes (a)                              |                   |              | 15 083 234        | 13 496 674        |
| Impôts, taxes et versements assimilés                              |                   |              | 1 944 363         | 1 697 015         |
| Salaires et traitements  |                   |              | 22 326 216        | 19 369 293        |
| Charges sociales   |                   |              | 8 157 110         | 7 026 593         |
| Dotations aux amortissements et dépréciations :                    |                   |              |                   |                   |
| - Sur immobilisations : dotations aux amortissements               |                   |              | 610 834           | 523 691           |
| - Sur immobilisations : dotations aux dépréciations                |                   |              |                   |                   |
| - Sur actif circulant : dotations aux dépréciations                |                   |              | 534 264           | 434 933           |
| - Pour risques et charges : dotations aux provisions               |                   |              | 191 490           | 118 096           |
| Autres charges   |                   |              | 3 010 495         | 3 318 980         |
| <b>Total charges d'exploitation (II)</b>                           |                   |              | <b>51 858 125</b> | <b>45 985 447</b> |
| <b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>                              |                   |              | <b>6 865 744</b>  | <b>5 664 178</b>  |
| <b>Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun</b>    |                   |              |                   |                   |
| <b>Bénéfice attribué ou perte transférée (III)</b>                 |                   |              |                   |                   |
| <b>Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)</b>                  |                   |              |                   |                   |
| <b>Produits financiers</b>   |                   |              |                   |                   |
| De participation (3)   |                   |              | 139 915           | 544 897           |
| D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)  |                   |              |                   |                   |
| Autres intérêts et produits assimilés (3)                          |                   |              | 63 345            | 11 314            |
| Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges  |                   |              |                   |                   |
| Différences positives de change                                    |                   |              |                   |                   |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement      |                   |              |                   |                   |
| <b>Total produits financiers (V)</b>                               |                   |              | <b>203 260</b>    | <b>556 211</b>    |
| <b>Charges financières</b>   |                   |              |                   |                   |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions  |                   |              |                   |                   |
| Intérêts et charges assimilées (4)                                 |                   |              | 280 319           | 214 195           |
| Différences négatives de change                                    |                   |              |                   |                   |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement     |                   |              |                   |                   |
| <b>Total charges financières (VI)</b>                              |                   |              | <b>280 319</b>    | <b>214 195</b>    |
| <b>RESULTAT FINANCIER (V-VI)</b>                                   |                   |              | <b>-77 060</b>    | <b>342 015</b>    |
| <b>RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)</b>            |                   |              | <b>6 788 684</b>  | <b>6 006 194</b>  |

✓

**COMPTE DE RESULTAT**

|   | 30/06/2019        | 31/05/2018        |
|---|-------------------|-------------------|
| <b>Produits exceptionnels</b>                                     |                   |                   |
| Sur opérations de gestion   | 66 418            | 35 486            |
| Sur opérations en capital   | 303 254           | 20 267            |
| Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges  |                   | 4 500             |
| <b>Total produits exceptionnels (VII)</b>                         | <b>369 672</b>    | <b>60 253</b>     |
| <b>Charges exceptionnelles</b>                                    |                   |                   |
| Sur opérations de gestion   | 113 735           | 185 845           |
| Sur opérations en capital   | 286 460           | 59 807            |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | 32 521            | 7 842             |
| <b>Total charges exceptionnelles (VIII)</b>                       | <b>432 716</b>    | <b>253 493</b>    |
| <b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)</b>                           | <b>-63 045</b>    | <b>-193 240</b>   |
| Participation des salariés aux résultats (IX)                     | 600 000           | 305 000           |
| Impôts sur les bénéfices (X)                                      | 1 966 054         | 1 071 408         |
| <b>Total des produits (I+III+V+VII)</b>                           | <b>59 296 800</b> | <b>52 266 089</b> |
| <b>Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)</b>                     | <b>55 137 215</b> | <b>47 829 543</b> |
| <b>BENEFICE OU PERTE</b>  | <b>4 159 585</b>  | <b>4 436 545</b>  |
| (a) Y compris :   |                   |                   |
| - Redevances de crédit-bail mobilier                              | 161 369           | 151 283           |
| - Redevances de crédit-bail immobilier                            |                   |                   |
| (1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs            |                   | 620               |
| (2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs            |                   |                   |
| (3) Dont produits concernant les entités liées                    | 140 933           | 552 812           |
| (4) Dont intérêts concernant les entités liées                    | 356               | 7 168             |

IN EXTENSO OPERATIONNEL

6



*Manuel*

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

Désignation de la société : SA IN EXTENSO CENTRE OUEST

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/06/2019, dont le total est de 72 043 285 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un bénéfice de 4 159 585 euros.

L'exercice a une durée de 13 mois, recouvrant la période du 01/06/2018 au 30/06/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 24/07/2019 par les dirigeants de l'entreprise.

### Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/06/2019 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 4 novembre 2016 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Travaux en cours clients:

Les travaux en cours à la clôture de l'exercice sont traités au prix de vente avec prise en compte des bonis et des malis et en retenant la méthode de l'avancement.

Ils figurent en "clients factures à établir" lorsqu'il s'agit de travaux à facturer et en "produits constatés d'avance" lorsqu'il s'agit de travaux facturés d'avance.

Les travaux en cours à la clôture de l'exercice sont traités au prix de vente avec prise en compte des bonis et des malis et en retenant la méthode de l'avancement.

Ils figurent en "factures à établir clients" lorsqu'il s'agit de travaux à facturer et en "Produits constatés d'avance clients" lorsqu'il s'agit de travaux facturés d'avance.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.



Mane

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Constructions : 10 à 50 ans
- \* Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- \* Matériel de transport : 4 à 5 ans
- \* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

### Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

### Titres de participations

La valeur brute des titres de participation est constituée par le coût d'achat y compris les frais accessoires (Droit de mutation, honoraires et frais d'actes).

La valeur d'inventaire des titres de participation correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net corrigée de la filiale ou en fonction de ses perspectives de rentabilité.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable inscrite à l'actif du bilan (augmentée le cas échéant du mali technique affecté aux titres de participation), une provision pour dépréciation des titres est constituée du montant de la différence.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. La provision constituée est basée sur l'antériorité des créances.

Plus précisément, la règle de dépréciation est la suivante :

- 100 % pour les créances dont l'antériorité est supérieure à 18 mois,
- 100 % pour les créances dont l'antériorité est comprise entre 12 et 18 mois sauf dérogation de l'associé en charge du dossier,
- 25 % pour les créances dont l'antériorité est comprise entre 9 et 12 mois.

### Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

### Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.



## REGLES ET METHODES COMPTABLES

### Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

### Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE)

Le crédit d'impôt compétitivité emploi théorique correspondant aux rémunérations éligibles courues à la date de clôture a été constaté au titre des créances à recevoir sur l'Etat pour un montant de 412 152 euros. Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté au crédit du compte 649 - Charges de personnel - CICE.

Le produit du CICE théorique comptabilisé à la date de clôture de l'exercice s'élève à 412 152 euros.

## FAITS CARACTERISTIQUES

### Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Compte tenu du changement de date de clôture pour l'exercice 2019, les comptes 2018 et 2019 ne sont pas comparables. L'exercice clôturé s'étend du 01/06/2018 au 30/06/2019 (13 mois) au lieu de 12 mois pour les exercices précédents.

### Autres éléments significatifs

16/07/2018 Cession de clientèle sur l'agence de Joué les Tours pour une valeur de 13 004 € à la société SOREGOR (49).

11/09/2018 Achat d'un fonds libéral à la société DGR CONSEIL à Angers pour une valeur de 142 496 €

11/09/2018 Achat d'un fonds libéral à la société AEF à Angers pour une valeur de 34 830 €

31/10/2018 Acquisition de la totalité des titres de la société AUDIT VAL DE LOIRE pour 850 000 €

15/04/2019 Création de la filiale IN EXTENSO FORMATION CENTRE OUEST détenue à 100%.

Fusion simplifiée de la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE (ACA), filiale à 100% d'In Extenso Centre Ouest (IECO) par décision du Conseil d'Administration du 15 novembre 2018. Cette opération a été soumise au régime fiscal prévu à l'article 210 A du code général des Impôts.

Elle a été réalisée le 31 décembre 2018 sur la base des comptes arrêtés au 31 mai 2018 et des valeurs nettes comptables à cette date.

Elle a pris effet au 1er juin 2018.

L'actif net apporté par la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE s'élève à 916 950 €. La société IECO étant propriétaire à 100% des titres de la société absorbée, il n'a été procédé à la création d'aucun titre nouveau à titre d'augmentation de capital.

Le différentiel existant entre l'actif net apporté et la valeur nette comptable des titres de la société ACA détenus par la société IECO constitue un mali technique de fusion pour 1 489 379 €, affecté en mali de fusion dans les comptes de la société absorbante.

Fusion simplifiée de la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE ROYAN (ACAR), filiale à 100% d'In Extenso Centre Ouest (IECO) par décision du Conseil d'Administration du 15 novembre 2018. Cette opération a été soumise au régime fiscal prévu à l'article 210 A du code général des Impôts.

Elle a été réalisée le 31 décembre 2018 sur la base des comptes arrêtés au 31 mai 2018 et des valeurs nettes comptables à cette date.

Elle a pris effet au 1er juin 2018.

L'actif net apporté par la société AUDIT CONSEIL ATLANTIQUE ROYAN s'élève à -184 €. La société IECO étant propriétaire à 100% des titres de la société absorbée, il n'a été procédé à la création d'aucun titre nouveau à titre d'augmentation de capital.

Le différentiel existant entre l'actif net apporté et la valeur nette comptable des titres de la société ACA détenus par la société IECO constitue un mali technique de fusion pour 108 112 €, affecté en mali de fusion dans les comptes de la société absorbante.

Abandon de créance avec clause de retour à meilleure fortune entre la société IN EXTENSO CENTRE OUEST et la société TRANSAXIO CENTRE OUEST de 104 622 euros HT de créances clients signé le 17 Juillet 2019 avec effet rétroactif au 30 juin 2019.

Le retour à meilleure fortune s'entend de la réalisation par la filiale de résultats permettant que la situation nette de la filiale soit à un niveau au moins égal au montant du capital social.

La clause de retour à meilleure fortune et les obligations qui en découlent à la charge de la filiale auront une durée de 10 années qui expire le 30 juin 2029.